

Je le répète, les deux budgets étaient analogues sur un autre point également; ils ne donnent pas de vision de l'avenir, ce qui est inquiétant. Dans le deuxième budget, on constate clairement par ailleurs que tous les moyens sont bons pour réduire le déficit. D'après le gouvernement, il est normal de taxer à mort la classe moyenne pour obtenir les chiffres voulus. Je me demande si la fin justifie les moyens.

Ce budget donne une image rassurante d'un déficit légèrement inférieur à 30 milliards. Ce chiffre est fondé sur une série d'hypothèses très fragiles et si tout ne se passe pas comme le ministre des Finances (M. Wilson) le désire, cette image sera déformée considérablement. Le budget est basé sur le principe que le prix du baril de pétrole sera de \$22.50, ce qui semble un peu optimiste, puisque les prix affichés étaient bien inférieurs à cela. Chaque fois que le prix du pétrole diminue de \$1, le gouvernement perd 110 millions de recettes.

Le budget est basé également sur un taux d'intérêt de 9.5 p. 100, ce qui est peut-être trop optimiste. Le budget n'est pas parvenu jusqu'à présent à faire remonter le dollar, et nous savons que le ministre des Finances est tout disposé à faire monter les taux d'intérêt pour défendre notre devise. Il existe par conséquent deux possibilités que le plan de réduction du déficit du gouvernement soit saboté et que notre croissance économique soit ainsi compromise.

Le gouvernement devrait songer aux conséquences de sa décision de compter aussi fort sur la classe moyenne et sur les gagne-petit. Ces personnes savent très bien qu'elles supportent le plus gros du fardeau qu'impose aux citoyens la guerre contre le déficit menée par le gouvernement. En fait, pour bien des Canadiens, c'est davantage une guerre contre la classe moyenne. Tout comme les réductions de dépenses du gouvernement influencent le moral des fonctionnaires, il est certain que des hausses de taxes successives frappant surtout la classe moyenne et les gagne-petit et épargnant les riches et les sociétés produiront un effet analogue. Nous avons vu des exemples éloquentes au *Journal*, pendant la soirée du budget.

Les citoyens appartenant à la classe moyenne commencent à manifester des signes de désespoir, car ils sont taxés exagérément par le gouvernement. Ils se demandent pourquoi ils essaieraient d'améliorer leur vie et celle de leurs enfants si le gouvernement ne cesse de leur prendre de plus en plus d'argent. Je suis convaincu que les Canadiens sont disposés à contribuer à faire baisser le déficit, mais le gouvernement est injuste à l'égard de la classe moyenne en comptant surtout sur elle pour faire des recettes et en ne demandant rien ou presque rien aux autres couches de la société. C'est limpide, et le gouvernement aurait tort de croire qu'il peut continuer à profiter injustement de la situation sans devoir en subir les conséquences.

On retrouve également dans ce budget, comme dans le premier, de nombreux signaux ambigus et inquiétants. Comme je l'ai dit, le gouvernement semble avoir choisi la solution de facilité en augmentant une fois de plus les impôts pour accroître ses recettes. Non seulement il manque d'imagination, mais il brouille les cartes vu qu'en même temps il insiste beaucoup sur les décisions prétendument difficiles qu'il a dû prendre.

On nous a dit que ce budget revigorerait l'économie. Nous souhaitons tous une plus forte croissance économique, mais si le gouvernement réduit de plus en plus le revenu disponible des Canadiens, cela produira certainement l'effet contraire. La

demande et les dépenses des consommateurs créent des emplois. Quand les gens ont moins d'argent à dépenser, ils sont plus portés à renoncer à certaines dépenses ou à les différer.

A en croire l'exposé budgétaire, les Canadiens peuvent avoir confiance. C'est là une affirmation bien étrange étant donné qu'en réduisant ainsi le pouvoir d'achat des contribuables, le gouvernement montre qu'il ne fait pas confiance à ces derniers, ou du moins aux contribuables moyens. En effet, le gouvernement a maintenu l'exemption sur les gains en capital accordée sans condition aux riches parce qu'il pense que ces derniers feront des investissements dans l'intérêt du Canada. Toutefois, il ne traite pas de la même façon ceux qui se situent au milieu ou au bas de l'échelle des revenus. Ces personnes doivent renoncer à faire certaines dépenses à cause des hausses d'impôt et pourtant le gouvernement leur demande de lui faire confiance.

L'exposé budgétaire insiste également beaucoup sur les fonds alloués à certains secteurs et notamment sur les 75 millions destinés aux initiatives culturelles, de même que les 300 millions accordés au Conseil de recherches médicales, au Conseil de recherche en sciences naturelles et en génie et au Conseil de recherches en sciences humaines jusqu'à la fin de la décennie. Il n'est pas précisé que ces programmes ont grandement besoin de cet argent et qu'il leur en faudrait même davantage en raison des coupes que le gouvernement a opérées depuis son accession au pouvoir. Par exemple, il a amputé de 122 millions le budget de la culture et des communications. Il remplace cette somme par 75 millions.

Le budget explique longuement le rôle que le Canada joue dans la communauté mondiale de façon à faire passer pour un supplément la somme de 1.4 milliard soustraite à l'aide étrangère. Néanmoins, les faits sont là et le premier ministre (M. Mulroney) a beau parcourir le monde, il est évident que notre aide étrangère n'est pas accrue.

Le budget contient plusieurs autres choses nébuleuses. Par exemple, le ministre des Finances a souvent dit que la réduction du déficit se faisait à 70 p. 100 par une diminution des dépenses et à 30 p. 100 par une augmentation des impôts. Cependant, lorsque nous examinons les réductions budgétaires, nous constatons qu'elles sont, pour la plupart, purement théoriques. Par exemple, nous pouvons voir dans les prévisions budgétaires que les réserves seront abaissées de 2 milliards. Les fonds de réserve sont utilisés en cas d'urgence, mais c'est de l'argent que le gouvernement n'a pas vraiment l'intention de dépenser. Ces coupes ne représentent donc pas une épargne réelle de 2 milliards.

Le gouvernement se livre à d'autres tours de passe-passe en prévoyant le taux de croissance et les dépenses en fonction des chiffres de 1974. Lorsque le gouvernement a proposé ses premières prévisions de dépenses l'an dernier, elles battaient tous les records. Cette année, les prévisions de dépenses ont augmenté de 4 p. 100 par rapport à l'an dernier. D'accord, on nous a dit dans l'exposé budgétaire qu'on va les réduire d'environ 500 millions de dollars, mais nous ne savons pas dans quel secteur. Cela dépendra sans doute du rapport Nielsen qui doit être déposé le 11 mars. Cependant, cela soulève une autre série de questions. Pourquoi a-t-on attendu si longtemps pour nous remettre ce rapport?